

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MACHAON

3 Avenue du 106^e Régiment d'Infanterie
51000 Châlons-en-Champagne

Références : N°D3 i 2023-733
Code AIOT : 0005704963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106^e Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- 3, avenue du 106^e Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n° 2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers, sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Échéances en cours sur la défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 05/07/2022, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré qu'il s'est mis en conformité vis-à-vis de l'alinéa 9 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-MD-130-IC du 05 juillet 2022, relatif aux réserves d'eau incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/07/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau incendie
Prescription contrôlée : Sous un délai de trois mois, la société MACHAON doit : [...] - disposer de 4 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 mètres au plus du risque. A défaut, une réserve d'eau d'au moins de 120 m3 est en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante, conformément aux prescriptions de l'article 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020. [...]
Constats : L'inspection a constaté la mise en place de trois réserves incendie sur le site : - réserve souple n°1 : 120 m3 - réserve souple n°2 : 120 m3 - réserve souple n°3 : 240 m3 Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Marne présent sur place a procédé à la réception des trois réserves après avoir effectué des tests de branchement et de débits concluants. L'inspection constate donc que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure n° 2022-MD-130-IC du 05/07/2022 relatifs aux réserves en eau d'incendie sont respectées par l'exploitant. L'alinéa 9 de l'article 3 de l'arrêté n°2 022-MD-130-IC du 05/07/2022 peut donc être abrogé. Le SDIS a indiqué plusieurs aménagements à prévoir : - matérialiser l'aire d'aspiration 8 x 4m des réserves n° 1, n° 2 et n° 3 - installer des panneaux d'interdiction de stationner au niveau des 3 aires d'aspiration L'exploitant a transmis par courriel les justificatifs de la mise en place des aménagements demandés par le SDIS. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée. L'inspection propose à Monsieur le Préfet d'abroger l'alinéa 9 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-MD-130-IC du 5 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet